Le général Gaïd Salah ordonne la répression

- Le peuple algérien poursuit sa mobilisation pour un changement de système.
- Cette fois, la police est intervenue pour tenter de briser l'élan de ces revendications.
- L'armée est la seule à pouvoir décider de faire évoluer le système.

Reportage Arezki Aït-Larbi
Correspondant à Alger

Manach habsin! (on ne s'arrêtera pas)". L'immense banderole accrochée sur la façade de la rue Didouche Mourad annonce la couleur. Tôt dans la matinée d'hier, le centre d'Alger a de nouveau vibré au rythme des chants et des slogans: "*Algérie libre et démocratique! Pouvoir assassin! Silmya (pacifique)*". Malgré les barrages de la gendarmerie qui ont empêché les manifestants venus de province d'entrer dans la capitale, la foule des grands jours était au rendez-vous.

À 11 heures, le centre-ville est plein comme un œuf. Si l'ambiance est toujours festive, le ton des slogans s'est durci malgré un humour décapant. Exclu jusque-là de la liste des indésirables qui doivent "dégager", le général Gaïd Salah, chef d'état-major, en a pris pour son grade. Après avoir joué le "protecteur du peuple" dont il s'est engagé "à réaliser les revendications", il est redevenu le père fouettard qui tente de sauver le régime. Mercredi, il a accusé "*la main étrangère, relayée par l'ennemi intérieur*" de noyauter le mouvement pour le radicaliser, avant de laisser planer le spectre d'un État d'exception. La "khawa khawa (fraternité) entre l'armée et le peuple" scandée par les manifestants depuis le début de la contestation a donc vécu. D'abord discrètes, des pancartes proclamant "un État civil, pas militaire" se sont multipliées. Des personnalités politiques n'hésitent plus à cibler le chef d'état-major. Comme Saïd Sadi, ancien président du Rassemblement pour la culture et la démocratie, qui, dans une lettre ouverte à l'homme fort du régime publiée jeudi, a mis en garde contre les risques de dérapages: "Ce serait une faute de jugement grave de ne pas comprendre qu'aujourd'hui, en Algérie aussi, le cri d'un citoyen est plus audible que le bruit d'un canon."

> Si l'ambiance est toujours festive, le ton des slogans s'est durci malgré un humour décapant.

La République n'est pas une caserne

Dans la foule, les langues se délient. Avec son écharpe jaune, Samia Ammour est très entourée. Pour cette militante féministe, "*ce n'est pas le rôle de l'armée d'instaurer la démocratie à notre place. On nous cite l'exemple du Portugal qui avait des officiers patriotes; les nôtres sont des affairistes.*" Une pancarte proclame: "la République n'est pas une caserne!" Une autre caricature Abdelkader Bensalah, comme une marionnette sur les genoux de Gaïd Salah en grand uniforme. Le très contesté chef de l'État par intérim, qui a fixé l'élection présidentielle au 4 juillet prochain, est sommé de démissionner. Avec tout le gouvernement, et l'ensemble des barons du régime.

Haut de la rue Didouche, 13 h 30. La police tente, pour la première fois, de disloquer le cortège qui se dirige vers la Grande Poste à coup de canon à eau et de gaz lacrymogènes. Les manifestants s'assoient sur la chaussée, en scandant "*pouvoir assassin! One two three, viva l'Algérie*". Tinhinnan Makaci, secouriste bénévole, est en colère: "*Tout se passait normalement, dans une ambiance familiale. Ils ont gazé même des enfants! C'est un signe de panique parce que la rue devient un contre-pouvoir.*"

Les casseurs entrent en scène

Malgré l'air surchargé de gaz lacrymogènes, d'autres manifestants accourent de partout; les camions anti-émeutes sont cernés; vers 14 h 30, ils ont décroché, dans une explosion de joie des manifestants, qui continuent leur marche en chantant. Deux cents mètres plus loin, à la place Audin, autre lieu de la contestation, la police tente une nouvelle charge contre des manifestants, pourtant toujours pacifiques. Des signes qui ne trompent pas sur les intentions du pouvoir, qui veut imposer son autorité contre la volonté populaire.

Vers 18 heures, alors que les cortèges commencent à se disperser, toujours dans la bonne humeur, un déluge de grenades lacrymogènes tombe sur la foule. Des casseurs entrent en action. Armés de gourdins, ils s'attaquent aux manifestants les plus en vue, qui continuent de crier "*silmya, silmya (pacifique)*". Une voiture est incendiée. En quelques minutes, le centre d'Alger est un champ de bataille. L'air est irrespirable. Avec les grenades assourdissantes lancées en rafales, on se croirait dans un pays en guerre.

Est-ce la fin de cette formidable "révolution du sourire" qui a étonné le monde par son caractère festif, et redonné aux Algériens leur fierté?

Sourd aux bruits du peuple qui aspire à la liberté et à la dignité, le général Gaïd Salah est resté inflexible. En optant pour une répression que rien ne peut justifier, il porte une lourde responsabilité dans les dérapages que son entêtement ne manquera pas d'engendrer.

L'armée est la seule à pouvoir décider d'un changement de système

Analyse Vincent Braun

En Algérie, l'armée est la colonne vertébrale du système. *"Elle choisit les présidents de la République. C'est elle qui était allée rechercher Abdelaziz Bouteflika"*, rappelle un spécialiste du pays. Elle délègue le pouvoir aux civils et, d'ordinaire, reste "derrière le rideau". Quand le système s'est mis à vaciller, sous la pression d'une contestation populaire née le 22 février, elle s'est vue contrainte d'apparaître au grand jour. *"Sa montée en puissance s'était pourtant fait sentir après 2013 à la suite de l'incapacité croissante du président"*, ajoute-t-il.

Privée de son intermédiaire civil – malgré l'intérim assuré par Abelkader Bensalah – et confrontée à une contestation populaire massive, l'armée a pris les rênes du pays, se portant garante des souveraineté du peuple et de *"l'intégrité de la transition"*, selon les mots du chef d'état-major, Ahmed Gaïd Salah. Une transition qu'elle entend mener à bien dans le cadre de la Constitution.

Elle sait pourtant que ce rôle n'est pas le sien, *"elle est consciente de ses limites"*, estime le politologue Hasni Abidi. *"Elle fait face à une situation inédite. Pour la première fois, elle gouverne sans intermédiaire"*, explique le directeur du Centre d'études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen (Cermam) à Genève. *"Mais elle ne peut pas vivre avec ces incertitudes permanentes. Il n'est donc pas dans son intérêt de prolonger cette expérience. Ce qui explique son attachement quasi dogmatique à l'article 102 de la Constitution"*, qui organise la transition politique en cas d'empêchement du président, sur une durée limitée à trois mois.

Une "mauvaise idée"

Le seul problème c'est que le cadre constitutionnel que voudrait conserver l'armée n'est pas forcément compatible avec les revendications des contestataires, ceux-ci exigeant un changement de système. Ils ne se reconnaissent donc pas dans ceux qui sont appelés à superviser la transition. Dans ce contexte, l'élection présidentielle prévue le 4 juillet prochain est une *"mauvaise idée"*, affirme la politologue Dalia Ghanem-Yazbeck, chercheuse au Carnegie Middle East Center à Beyrouth. *"Pour qui les Algériens pourraient-ils voter à part pour ceux qui sont des produits du système ?"* interroge-t-elle. Cette élection n'est donc, de son point de vue, qu'une façon de *"donner au système la capacité de se régénérer, avec les mêmes pratiques: népotisme, corruption."*

L'armée est-elle donc en mesure de déclencher une transition vers un nouveau système, qui la forcerait à sortir du cadre légal prévu par le système actuel ? *"À un moment donné, on ne peut éviter de rompre la légalité constitutionnelle mais il vaut mieux le faire sur un point de détail tout en gardant un cadre général constitutionnel que de laisser dériver la situation vers la confusion"*, estime le chercheur Michaël Ayari, analyste chargé de l'Algérie au think tank International Crisis Group, dans un entretien au journal *Les Échos*.

Toute la question est là: jusqu'où ira l'armée pour soutenir les espoirs de changement du peuple ? Car ce ne sont pas les formules qui manquent pour changer de République. De la mise en place d'une assemblée constituante à la mise sur pied d'un comité provisoire indépendant, en passant par l'organisation d'une conférence nationale.

Un consensus dans l'armée

En guise de piste, Dalia Ghanem-Yazbeck propose, au lieu de l'article 102, d'appliquer, les articles 7 et 8 de la Constitution, qui consacrent la souveraineté du peuple. *"La meilleure solution est de mettre en place une assemblée constituante, comme ce fut le cas en Tunisie"*, dit-elle. Une initiative qui, outre le travail sur le texte (amendement et retrait d'articles) visant à répondre aux exigences démocratiques du peuple, aurait l'avantage de *"faire apparaître des personnalités charismatiques, des leaders, qui pourraient alors se présenter à une élection présidentielle"*.

À la tête d'une armée de plus d'un demi-million de soldats, le général Ahmed Gaïd Salah est toujours le seul à pouvoir décider du changement de système, non sans s'assurer d'un consensus suffisant au sein de l'institution. Tout en sachant qu'il fait lui aussi partie de ceux que les contestataires veulent voir "dégager".

Toute la question est là : jusqu'où ira l'armée pour soutenir les espoirs de changement du peuple ?